



on est fait pour
être ensemble



Accès Fixe à haut et très haut débit

Analyse de marché

Réponse à la consultation publique du 29 juin 2023

Version publique



1. Synthèse de la réponse

Bouygues Telecom constate de nouveau que l'avis de l'Autorité de la concurrence de septembre 2020 (n°20-A-07), pointant le risque de création d'une « rente temporaire au profit d'Orange »¹ en cas d'augmentation tarifaire de la boucle locale cuivre, n'a pas été pris en considération dans les projets de décision soumis à consultation publique.

Il a pourtant été démontré à maintes reprises que ces craintes sont fondées. La substituabilité entre le cuivre et la fibre² notamment, est très imparfaite. Les opérateurs commerciaux ne maîtrisent pas la vitesse de migration vers la fibre d'une partie significative de leur clients éligibles à la fibre qui demeurent « accrochés » à leur accès xDSL pour de nombreuses raisons (satisfaction de leur accès xDSL, crainte des travaux en domaine privatif, désintérêt pour la technologie, etc.). Il est donc erroné d'affirmer, comme l'Autorité, qu'il existe « *des conditions concurrentielles [sur la fibre] équivalentes à celles observées sur le cuivre qui [justifieraient une levée du remède tarifaire]* ».

Les hausses projetées par l'Arcep s'appliqueront aveuglément sur les concurrents d'Orange sans aucun moyen pour ses derniers d'en réduire la « pression » par une politique commerciale appropriée. Seule l'annonce d'une fermeture technique à brève échéance serait en mesure d'inciter les clients récalcitrants à migrer vers la fibre. Or, celles-ci n'interviendront massivement qu'à la fin de la décennie.

Par ailleurs, en basant l'éligibilité des communes sur lesquelles seront pratiquées la hausse tarifaire, sur une source de données (l'IPE) connue pour n'être ni exhaustive, ni fiable, l'Arcep accentue encore le déséquilibre en laissant la capacité à Orange d'augmenter aussi ses tarifs sur des clients durablement inéligibles à la fibre et donc totalement captifs du cuivre.

Le projet de l'Autorité de hausse tarifaire de la boucle locale cuivre renforce, de fait, la rente perçue par Orange, ce qui créera inévitablement des distorsions de concurrence entre Orange et ses concurrents, contrevenant par là même aux objectifs de la régulation de promotion de l'investissement et de l'innovation dans la fibre optique et de promotion de la concurrence et du bien-être du consommateur. Cela serait d'autant plus inéquitable qu'Orange aura perçu une rente de [...] Md€³ (en euros de 2021) sur la période 1997-2030 au titre de son réseau cuivre et qu'elle restera encore bénéficiaire jusqu'à l'arrêt final du réseau cuivre en 2030, sans qu'il soit besoin de recourir à des hausses tarifaires.

Au-delà de l'évidente atteinte aux principes de prévisibilité et de stabilité, ce projet de l'Autorité se place aussi en total décalage avec les nouveaux textes européens en préparation⁴ qui prévoient qu'une hausse des prix du dégroupage ne soit possible que pendant une période de 24 mois maximum précédant la fermeture technique.

Ce projet de dérégulation tarifaire permettra aussi à Orange de tirer parti de la situation. Ainsi, désincité à fermer rapidement son réseau cuivre, **Orange aura tout intérêt à piloter sa marge en décalant à loisir ses fermetures techniques, la clientèle captive sur cuivre de ses concurrents continuant à lui apporter de confortables revenus.** Les ajustements annoncés par Orange en juin 2023

¹ https://www.autoritedelaconcurrence.fr/sites/default/files/integral_texts/2020-09/20a07.pdf

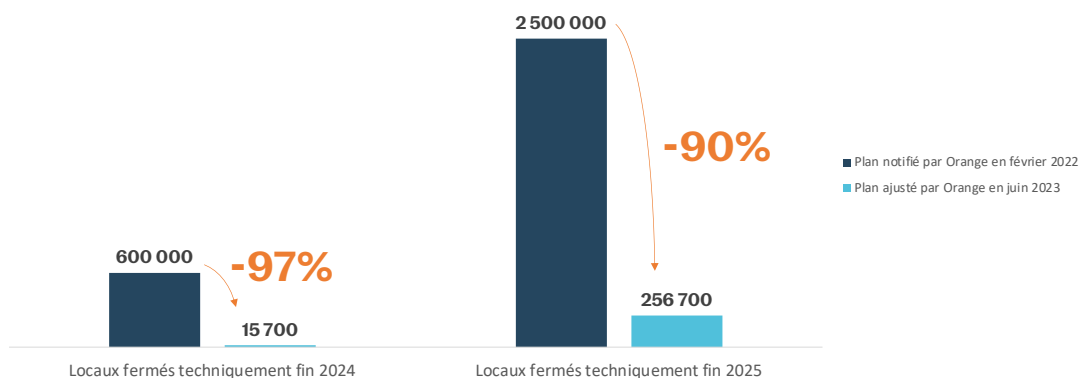
² [...]

³ Etude TERA pour Bouygues Telecom d'avril 2021 transmise à l'Autorité

⁴ <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/library/gigabit-connectivity-recommendation>



sur le volume de locaux qui seront fermés techniquement fin 2024 et fin 2025 laissent d'ailleurs penser ce que travail d'optimisation a commencé :



Cette situation conduira à la déstabilisation du marché par l'appauvrissement de la concurrence et le renforcement de l'opérateur historique. Cela doit conduire l'Autorité à se questionner sur son projet et à n'autoriser de levée des remèdes tarifaires qu'à une échéance proche de la fermeture technique, seul jalon compréhensible par les clients et en mesure d'inciter à la migration les clients récalcitrants.

Il convient par ailleurs de souligner que si l'Arcep mettait ce plan à exécution, elle se distinguerait en Europe de manière singulière. Notre grand voisin l'Allemagne n'a pas pris ce chemin. Bien au contraire il vient de décider la stabilisation du tarif⁵ du dégroupage jusqu'en 2032, date du *switch-off* final, à 10,65 euros jusqu'au 1^{er} juillet 2027 et 11,08 euros jusqu'au 30 juin 2032, sans que la Commission ne s'y oppose de quelque manière que ce soit. Même chose pour l'Espagne qui n'a pas monté son tarif à l'occasion de la fermeture du cuivre alors qu'elle approche du terme final. La Suède quant à elle ne l'a fait que récemment alors qu'il ne restait que 4% de clients résiduels sur cuivre.

Nous demandons en conséquence que ce même principe de stabilisation tarifaire soit appliqué en France et que la levée du remède tarifaire ne soit autorisée, par commune, que pendant une période maximale d'un an avant la fermeture technique.

Bouygues Telecom s'inquiète par ailleurs des conséquences cumulées de la hausse du tarif de la boucle locale cuivre avec les multiples augmentations tarifaires envisagées par l'Arcep au profit d'Orange (en particulier s'agissant de la rémunération du capital et du tarif de génie civil). **L'essentiel des produits de gros d'Orange pourraient connaître une hausse tarifaire sans précédent début 2024 et ce sans qu'Orange ne propose aucune prestation nouvelle, ne s'engage sur le redressement de sa qualité de service et surtout sans qu'aucune étude d'impact sur la concurrence et les consommateurs n'ait, *a priori*, été menée par l'Autorité.** En l'absence d'analyse ex-ante il est à craindre que les remèdes de ces hausses que nous contestons ne doivent être apportés via une approche ex-post, c'est à dire une fois que les impacts que nous pointons auront été constatés.

⁵ En page 3 du document intitulé « Beschlusskammer 3 – BK3c-22/002 » le tarif de dégroupage tel qu'on le trouve en France y apparaît à la rubrique CuDA 2 Dr für HVT-TAL

Table des matières

1. Synthèse de la réponse	2
2. Tarifs du cuivre	5
I. Un abandon injustifié et disproportionné du tarif orienté coût.....	6
II. Vers une hausse inédite des tarifs orientés vers les coûts	9
III. Le tarif non-excessif soulèverait d'importantes questions juridiques et concurrentielles.....	10
IV. Aucune levée du remède tarifaire se justifie à moins d'un an de la fermeture technique	14
3. Accompagnement de la fermeture du cuivre.....	16
I. Maille géographique de fermeture par zone	16
II. Critère relatif à l'infrastructure FttH de substitution disponible.....	16
III. Partage de données.....	17
IV. Modalités de report de la fermeture en cas de non-respect des critères.....	18
4. Accès de gros de l'accès passif.....	20
I. Obligations d'accès et contrôle de la qualité de service du cuivre.....	20
II. Obligation de maintenir l'offre Accès Total Entreprises.....	21
III. Obligation d'offres d'accès passif à la boucle locale optique mutualisée	21
IV. Obligation d'offres d'accès passif avec qualité de service renforcée FttH	21
V. Obligation d'équivalence des intrants (Eol) sur les offres point-à-point avec GTR 4HO/HNO.....	22
5. Marché de gros des accès activés de haute qualité dédiés aux entreprises.....	23
I. Offres de haute qualité « CELAN cuivre »	23
II. Offres de haute qualité « CELAN fibre »	24
III. Obligation de raccorder les stations de base mobile	25
IV. Seuil d'occurrences pour la production des accès cuivre DSL	26
6. Marché du Génie Civil	27
I. Obligation d'Orange de proposer une prestation spécifique au raccordement final	27
II. Obligation d'Orange de mettre à jour ses plans dans un délai raisonnable.....	28
III. Obligation de réaliser la maintenance préventive et à transmettre les zones bénéficiant de la maintenance d'Orange.....	28
IV. Exonération de pénalités en cas d'inventaire des erreurs incomplet	29
7. Marché 3b.....	30



2. Tarifs du cuivre

Synthèse des précédentes contributions Bouygues Telecom sur les hausses tarifaires cuivre

Bouygues Telecom constate que l'Arcep entend maintenir son projet de dérégulation tarifaire de la boucle locale cuivre alors même que ses contributions aux précédentes consultations ont démontré que ces hausses de tarif ne sont en rien justifiées et produiraient des effets contre-productifs pour la concurrence et les consommateurs.

Bouygues Telecom s'étonne que l'Arcep fasse fi de l'avis de septembre 2020 de l'Autorité de la concurrence qui s'inquiétait de la création d'une « rente temporaire au profit d'Orange »⁶ alors qu'il a été démontré que les craintes exprimées par l'Autorité de la concurrence sont indéniablement fondées, en particulier s'agissant de l'imperfection de la substituabilité entre cuivre et fibre ou de « viscosité » du marché HD/THD, qui ce faisant laisse de nombreux clients captifs du cuivre.

Cette posture est d'autant plus préoccupante que l'Arcep envisage une hausse du tarif « orienté coûts », la mise en place d'un tarif « non excessif » supérieur au tarif précédent et l'introduction d'un tarif « libre » uniquement limité par un test de répliquabilité tarifaire. **Ces hausses maximisent les risques juridiques et concurrentiels mentionnés dans nos précédentes contributions en plus de revêtir un caractère manifestement punitif pour les opérateurs alternatifs en ne tenant pas compte de la viscosité du marché.**

Ces hausses tarifaires multiples sont particulièrement discutables au regard d'un réseau amorti depuis des années et dont la qualité est durablement dégradée, comme en atteste la mise en demeure⁷ de l'Arcep et les indicateurs fournis par Orange sur une base mensuelle.

Ce **projet de dérégulation créerait inévitablement des distorsions de concurrence majeures entre Orange et les autres opérateurs alternatifs et renforcerait la rente d'Orange**, estimée selon une étude TERA pour Bouygues Telecom d'avril 2021, à [...] Md€ sur la période 1997-2030 au titre de son réseau cuivre et confirmant qu'il sera bénéficiaire jusqu'à 2030, même sans hausse tarifaire.

Au-delà de l'évidente atteinte aux principes de prévisibilité et de stabilité, ce projet persistant de l'Autorité se place en total décalage avec les nouveaux textes européens en préparation⁸ qui prévoient qu'une hausse des prix du dégroupage ne soit possible que pendant une période de 24 mois précédant la fermeture technique.

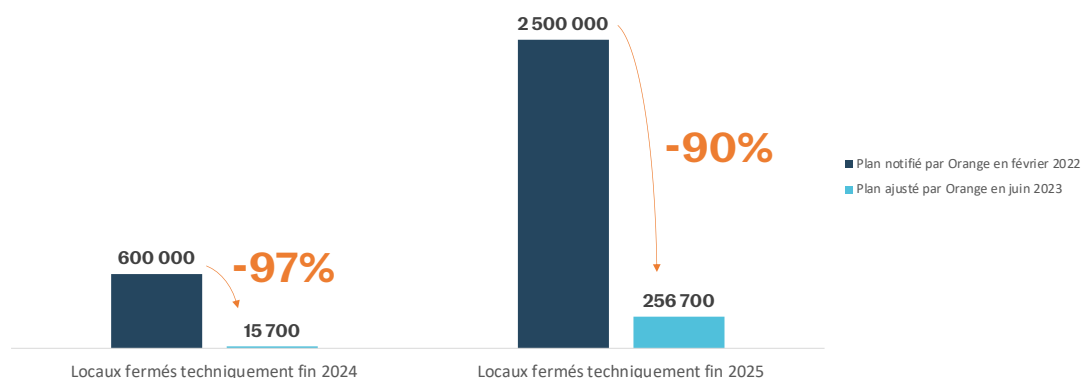
Ce projet de dérégulation tarifaire auquel nous nous opposons fermement permettrait à Orange de tirer parti de la situation. Ainsi, désincité à fermer rapidement son réseau cuivre, **Orange aurait tout intérêt à piloter sa marge en décalant à loisir ses fermetures techniques, la clientèle captive sur cuivre de ses concurrents continuant à lui apporter de confortables revenus.** Les multiples décalages de plannings annoncés par Orange laissent d'ailleurs penser que ce travail d'optimisation a déjà débuté, comme en atteste la très sensible baisse de locaux fermés techniquement fin 2024 et

⁶ https://www.autoritedelaconcurrence.fr/sites/default/files/integral_texts/2020-09/20a07.pdf

⁷ Décision n°2018-1596-RDPI de l'Arcep en date du 18 décembre 2018 portant mise en demeure de la société Orange de se conformer à ses obligations concernant la qualité de service de ses offres de gros activées sur le marché de gros à destination des entreprises et ses offres de gros d'accès généraliste à la boucle locale cuivre.

⁸ <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/library/gigabit-connectivity-recommendation>

fin 2025 (pour rappel, cette période fait l'objet d'un engagement de tarif « non-excessif » d'Orange notifié à l'Arcep en juin 2023...) :



Cette situation conduirait inévitablement à la déstabilisation du marché par l'appauvrissement de la concurrence et le renforcement de l'opérateur historique. Cela doit conduire l'Autorité à se questionner sur son projet et à n'autoriser de levée des remèdes tarifaires qu'à une échéance proche de la fermeture technique, seul jalon compréhensible par les clients et en mesure d'inciter à la migration les clients récalcitrants.

Pour plus de détails sur les éléments ci-dessus, Bouygues Telecom renvoie le lecteur à ses précédentes réponses à consultations publiques de l'Autorité.

Nos commentaires sur la présente consultation publique

Aucune des craintes exprimées et documentées par Bouygues Telecom dans ses précédentes contributions n'est levée dans le nouveau projet de dérégulation tarifaire placé en consultation publique par l'Arcep. Au contraire, les risques portés sur la concurrence et le consommateur sont renforcés par l'application du tarif non-excessif à la maille de la commune et sur la base d'une source de données connue de tous pour être imprécise et incomplète (le fichier IPE). **En conséquence, des lignes cuivre inéligibles à la fibre verront leur tarif augmenter sensiblement, renforçant ainsi la « captivité » des opérateurs, incitant Orange à ralentir ses déploiements fibre et son plan de fermeture du cuivre et, in fine, ce qui maximiserait le risque de rente pointée par l'Autorité de la concurrence en 2020.**

I. Un abandon injustifié et disproportionné du tarif orienté coût

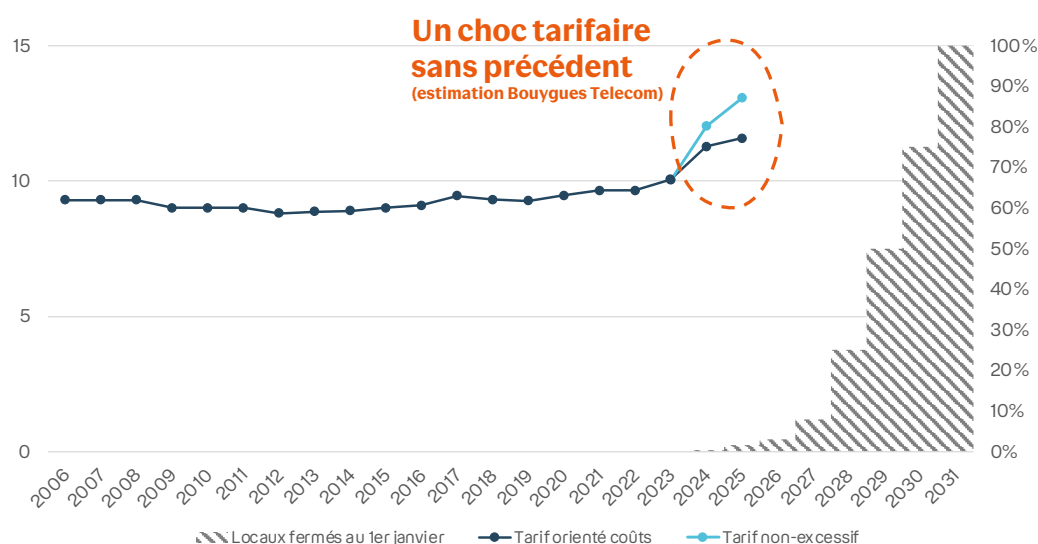
La modification du remède tarifaire envisagé par l'Arcep irait à l'encontre du **principe de prévisibilité réglementaire** et de la nécessité de « *garantir la **stabilité** sans variations significatives* »⁹ lorsque l'Arcep fixe une obligation de contrôle tarifaire.

⁹ Recommandation de la Commission 2013/466 du 11 septembre 2013 sur la non-discrimination et les méthodes de coûts, considérant 46.



La Commission européenne considère que des tarifs d'accès ne sont pas stables et prévisibles lorsqu'ils « fluctue[nt] significativement sur la période de référence pertinente »¹⁰. Or, il est constant que le passage d'une tarification orientée vers les coûts par une tarification de « non-excessivité » voire « libre » conduira mécaniquement à une augmentation significative du tarif mensuel de dégroupage.

Cette affirmation est confirmée par les estimations de tarifs orientés coûts et non-excessifs (IFER comprise) réalisées par Bouygues Telecom sur la base des textes placés en consultation publique par l'Arcep. Il en résulte un choc tarifaire sans précédent, alors même que le nombre de locaux fermés techniquement au 1^{er} janvier 2024 (date d'entrée en vigueur de ces nouveaux tarifs) sera proche de zéro et le restera pendant des années encore :



Ces hausses massives et inédites des tarifs de gros renforceraient inévitablement les biais concurrentiels sur le marché de détail : Orange répercutera-t-elle sur ses tarifs de détails l'augmentation des tarifs de gros ? Orange propose notamment, depuis des années une offre ADSL extrêmement agressive (Sosh à 20,99€), non reproductible par ses concurrents. Cette offre sera-elle maintenue à un tarif agressif à l'aide du surplus de rémunération tirée par Orange de son réseau cuivre ? Servira-t-elle à proposer une alternative compétitive à des clients mécontents d'une éventuelle répercussion des hausses de tarifs de détails de leur opérateur ? Quelles en seraient les conséquences durables sur la concurrence et les consommateurs ?

¹⁰ Recommandation de la Commission 2013/466 du 11 septembre 2013 sur la non-discrimination et les méthodes de coûts, considérant 46.

Avec la Fibre



Livebox 4

Si vous n'êtes pas éligible à la fibre :

Avec l'ADSL

à partir de
20,99€/mois
 Location Livebox incluse
 Sans engagement

[Tester votre éligibilité](#)

La Boîte Sosh Adsl, c'est de l'internet et du téléphone fixe



ADSL/VDSL 2 haut débit sur le réseau Orange

Livebox 4
 Un wifi performant pour une Livebox au design compact.



Appels illimités vers les fixes

- De France métropolitaine et des DOM.
- De plus de 100 destinations internationales.

Ce remède conduit en outre à des évolutions indéterminables dans leur ampleur et leur champ d'application géographique. La notion de prix excessif est une notion connue du droit de la concurrence qui sanctionne le fait pour une entreprise dominante de pratiquer des prix « *inévitables* » ou « *excessifs* ». Ni la jurisprudence ni la pratique décisionnelle des autorités de concurrence ne définissent de seuil minimal pour que l'écart soit considéré comme excessif mais cet écart doit avoir une certaine importance (être « *sensible* »)¹¹.

La constatation de prix excessifs et leur sanction est extrêmement exceptionnelle. Il suffit pour cela d'observer la pratique décisionnelle des autorités de concurrence. En France, seuls **trois cas** ont été sanctionnés (dont deux ont été annulés en appel)¹², et au niveau européen, quatre cas ont été condamnés (dont deux annulés en appel)¹³, mais ils sont assez anciens.

¹¹ A titre d'illustration, une marge commerciale de 56% semble ne pas avoir été jugée « excessive » par l'Arcep : décision Arcep, n° 2015-0971 RDPI du 28 juillet 2015 ; Cour d'appel de Paris, 29 juin 2017, RG n° 15/17204 : « *En outre, ainsi que le relève la décision attaquée, d'une part, le tarif régulé de l'offre X a été calculé de façon à laisser à la société Orange une marge dont le niveau de 56 % avancé par les sociétés Free n'a pas été démenti, et, de surcroît, ce tarif ne repose pas sur les coûts sous-jacents, mais est seulement soumis à une obligation de non-excessivité* ».

¹² Autorité de la concurrence, décision n° 09-D-24 du 28 juillet 2009 relative à des pratiques mises en œuvre par France Télécom sur différents marchés de services de communications électroniques fixes dans les DOM ; décision n° 18-D-17 du 20 septembre 2018 relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de l'élimination des déchets d'activités de soins à risque infectieux en Corse (annulée en appel, annulation confirmée par la Cour de cassation) ; Autorité de la concurrence polynésienne, décision n° 2019-PAC-01 du 22 août 2019 relative à des pratiques du groupe Wane mises en œuvre dans la commercialisation de boissons (annulée).

¹³ CJUE, 13 novembre 1975, General Motors/Commission, 26-75, EU:C:1975:150 (annulation de la décision de la Commission) ; CJUE, United Brands/ Commission, précité (annulation de la décision de Commission) ; CJUE, British Leyland, aff. 226/84, EU:C:1986:421 ; Commission européenne, 25 juillet 2001, Affaire 36.915 — Deutsche Post AG — Interception de courrier transfrontière.



Ainsi, en se limitant à une simple obligation de non-excessivité du prix, telle qu'envisagée par l'Arcep pour l'accès à la boucle d'Orange, il en résulterait des conséquences particulièrement néfastes car elle permettrait à Orange, si l'on se fonde sur les standards de prix excessifs dégagés par les autorités de concurrence, de déterminer le tarif d'accès à des niveaux très élevés, sans pour autant que celui-ci soit qualifiable d'excessif.

Cela aurait finalement pour effet de **mener progressivement à un abandon total de la régulation** pour l'accès à une infrastructure pourtant toujours en situation de monopole.

Ainsi, contrairement à une tarification orientée vers les coûts, le principe de non-excessivité et de tarif libre laisse une bien plus grande marge de manœuvre à l'opérateur historique ce qui est de nature à accroître l'instabilité des tarifs et à réduire ce faisant leur prévisibilité pour les concurrents qui en dépendent. Ceci engendre un niveau d'**insécurité juridique élevé pour les concurrents d'Orange, au détriment des consommateurs.**

Quand bien même l'Arcep déciderait d'encadrer cette hausse cela ne changerait rien à l'affaire. Nous considérons quoi qu'il en soit toute hausse comme non fondée dans la mesure où la substituabilité cuivre/fibre n'est pas parfaite car une part non négligeable des clients « s'accroche » à l'infrastructure cuivre et que tous les clients cuivre ne sont pas éligibles à la fibre. Orange est donc bien toujours en monopole *a minima* sur ces réticents et non éligibles, aucune obligation ne pouvant donc être levée.

II. Vers une hausse inédite des tarifs orientés vers les coûts

L'Autorité estime que l'application d'un remède tarifaire en orientation vers les coûts est justifiée et proportionnée pour les accès ne présentant pas un développement suffisant des conditions de concurrence. **Dès lors, Bouygues Telecom demande que l'orientation vers les coûts soit maintenue sur l'ensemble du territoire car le réseau fibre, notamment en raison de la substituabilité imparfaite entre cuivre et fibre démontrée dans ses précédentes contributions.**

Bouygues Telecom maintient que seule la fermeture technique constitue une incitation à migrer vers la fibre pour les clients récalcitrants. **En conséquence, aucune levée du remède en orientation vers les coûts ne se justifie à moins d'un an de la fermeture technique, comme le préconise le projet de recommandation Gigabit de la Commission européenne transmis à l'ORECE pour avis le 23 février 2023.**

Dans la présente consultation le montant de ce tarif orienté coûts n'est pas précisé car il fera l'objet d'une prochaine publication de l'Arcep. **Bouygues Telecom souhaite cependant rappeler dès à présent que le tarif orienté vers les coûts actuel français est déjà parmi les plus élevés au niveau européen. Par ailleurs et le réseau cuivre d'Orange est largement amorti et reste bénéficiaire :** le tarif orienté vers les coûts actuel étant surévalué, il devrait donc en toute logique être revu à la baisse par l'Autorité ou ne tenir compte que des frais d'exploitation d'Orange. Pour plus de détails, Bouygues Telecom renvoie le lecteur à sa réponse à la consultation publique sur le modèle BLOM de juin 2023 sur l'évaluation des coûts.

La consultation publique sur le tarif orienté vers les coûts a finalement été publiée le 7 septembre 2023 par l'Autorité. **Elle propose une hausse de 1€ du tarif récurrent mensuel de l'accès total à la boucle cuivre (hors IFER !)**, indique une stabilité des FAS et des frais de résiliation et précise le nouveau mécanisme d'application de l'IFER à partir de 2024.

Bouygues Telecom analysera en détails le contenu de cette consultation mais s'inquiète déjà de l'ampleur inédite de la hausse de tarif et de l'absence de précisions quant aux tarifs « annexes » et l'IFER qui s'appliqueraient sur les accès visés par un tarif non-excessif ou déréglé. Il est impératif que l'Autorité précise dans sa décision d'analyse de marché que les tarifs « annexes » et l'IFER sont identiques sur l'ensemble du territoire et ne peuvent être différenciés par zones tarifaires.

III. Le tarif non-excessif soulèverait d'importantes questions juridiques et concurrentielles

Dans son projet initial l'Autorité envisageait d'appliquer un tarif non-excessif sur les adresses en fermeture commerciale rapide. Outre le fait que la fermeture commerciale est « non-événement » (tant pour les clients que pour les opérateurs qui cessent la commercialisation du cuivre dès que la fibre est disponible) ne provoquant aucune accélération de la migration, un tarif différencié à l'adresse aurait soulevé des difficultés opérationnelles majeures pour l'établissement et le suivi de sa facturation des offres de gros sur cuivre. L'Autorité a donc changé de pied.

La nouvelle approche proposée par l'Autorité dans la présente consultation est **l'application d'un tarif non-excessif sur toute commune affichant une couverture FttH au moins égale à 95%, selon les fichiers IPE, depuis 9 mois et ce indépendamment du fait que les clients cuivre soient éligibles à la fibre ou non.** De plus, alors que les précédentes consultations laissaient entendre que l'Autorité fixerait ce tarif non-excessif, **Bouygues Telecom s'émeut de constater qu'Orange propose de fixer d'elle-même ce tarif pour 2024 et 2025, sans aucune justification de coûts ni analyse d'impacts.**

Bouygues Telecom maintient sa ferme opposition au projet de dérégulation tarifaire de l'Autorité. La « surfacturation » à la maille de la commune ne légitime en rien une hausse tarifaire et soulève également d'importantes questions opérationnelles et juridiques :

- **L'IPE n'est pas une source de données fiable.**

L'Arcep propose de pratiquer une augmentation tarifaire sur les communes affichant une couverture fibre supérieure ou égale à 95% depuis 9 mois selon l'IPE. En retenant cette approche, l'Arcep semble occulter les vifs débats sur la fiabilité et l'exhaustivité des données présentes dans l'IPE qui se sont tenus en ses murs ces dernières années. Ces débats l'ont notamment amenée à imposer en 2020 un dispositif de correction des IPE afin de s'assurer que tous les locaux d'une commune seront bien présents dans l'IPE, et donc éligibles à la fibre. **Trois ans après, l'outil interopérateurs découlant de cette réglementation Arcep n'est toujours pas opérationnel**, faisant que le travail de correction des IPE n'en est qu'à ses balbutiements. La conséquence concrète est simple : **les mesures de couverture basée sur l'IPE seront surévaluées, conduisant à appliquer une hausse de tarifs sur des communes en réalité inéligibles au tarif non-excessif.** S'il était besoin de factueliser ce risque, Bouygues Telecom tient à rappeler à l'Autorité que l'absence de correspondance fibre pour toute ligne cuivre était la principale crainte des acteurs du GT fermeture du cuivre et que ces craintes se sont malheureusement révélées fondées lors de premières fermetures réalisées.



Afin d'objectiver ce besoin impératif de fiabilisation, Bouygues Telecom propose d'analyser trois communes affichant une couverture fibre égale à 100%. **Les fichiers IPE y recensent 143 locaux contre 12 330 dans les référentiels « postaux » : le tarif non-excessif s'appliquerait ici sur près de 1 000 clients Bouygues Telecom alors que 1 seulement est éligible à la fibre !**

[...]

Bouygues Telecom alerte donc l'Autorité sur l'insécurité juridique et contractuelle introduit par une mesure basée sur l'IPE. Seul un taux de couverture mettant en regard les locaux éligibles à la fibre avec une base d'adresse reconnue comme fiable (bases privées, données DGFIP, BAN ...) serait de nature à lever ce risque. **A fortiori, aucune hausse de tarifs basée sur l'IPE ne peut être envisagée avant que le travail de correction n'ait été mené. La mise en production de l'outil interopérateurs de correction des IPE constitue donc un prérequis incontournable.**

○ **Aucun mécanisme de restitution du "trop perçu" n'est prévu**

L'inapplication du mécanisme de restitution de « trop perçu » au tarif non-excessif porte une atteinte disproportionnée à la liberté du commerce et de l'industrie et à la liberté d'entreprendre. En effet, en ne prévoyant pas un mécanisme de restitution du surplus de rémunération induit perçu sur les communes affichées à tort avec un taux de couverture FttH supérieur ou égal à 95%, **l'Arcep favorise illégalement Orange au détriment des opérateurs alternatifs clients de l'opérateur historique sur la BLC.**

Ce risque trop perçu est loin d'être théorique. En effet, les IPE sont connus comme non exhaustifs par tous les opérateurs, ce que les expérimentations de fermeture du cuivre ont confirmé. De plus, les taux de couverture fibre basé sur l'IPE varient quotidiennement, à la hausse ou à la baisse, au cours des corrections apportées par les opérateurs et une baisse importante est à prévoir lorsque l'outil interopérateurs de correction des IPE sera mis en production.

C'est pourquoi, dans un souci d'uniformisation des nouvelles règles édictées par l'Autorité, Bouygues Telecom demande que l'Arcep étende son mécanisme de « trop perçu » prévu pour le tarif « libre » au tarif non-excessif.

○ **Une hausse tarifaire qui s'appliquerait sur des lignes non-éligibles à la fibre**

Dans son nouveau projet de décision, l'Arcep modifie les modalités de hausse tarifaire afin que celle-ci ne s'applique non plus sur les lignes cuivre éligibles à la fibre mais sur toutes les lignes cuivre d'une commune affichant plus de 95% de couverture fibre selon l'IPE. Si certains pourraient trouver ce taux protecteur (modulo la pertinence de se baser sur l'IPE discutée précédemment), **cette évolution impliquerait qu'un tarif non-excessif s'appliquerait sur des lignes cuivre non-éligibles à la fibre.**

Plusieurs motifs de non-éligibilité à la fibre d'un client cuivre sont possibles : l'opérateur commercial ne dessert pas la commune, la ligne du client est l'une des 5% non éligibles selon l'IPE, le domicile du client a été oublié dans l'IPE, l'adresse saisie dans l'IPE est erronée ou ne correspond pas à l'adresse cuivre, ... **Extrêmement préoccupée par cette problématique, Bouygues Telecom a estimé le nombre de clients cuivre visés par un tarif non-excessif début 2024 répondant à l'un de ces cas : à fin juillet, sur [...] clients Bouygues Telecom habitant une commune pressentie éligible au tarif non-excessif début 2024 environ [...], soit [...], étaient**



concernés (NB : à ces « non-éligibles » s'ajoutent les « éligibles mais réticents » qui attendront la fermeture technique pour migrer ainsi que vu précédemment).



Au-delà même du principe de hausse tarifaire, **Bouygues Telecom s'oppose avec la plus grande vigueur à toute augmentation de tarifs visant des clients cuivre ne pouvant pas être migrés vers la fibre, au risque sinon qu'Orange profite de la « captivité » de ses concurrents pour maximiser sa rente sur ces lignes, et ce jusqu'à la fermeture technique pouvant se produire jusqu'à 7 ans après le passage en tarif non-excessif.**

○ **Le montant du tarif non-excessif serait-il en réalité excessif ?**

Ainsi que développé précédemment, **le principe de non-excessivité et de tarif libre laisse une bien plus grande marge de manœuvre à l'opérateur historique ce qui est de nature à accroître l'instabilité des tarifs et à réduire ce faisant leur prévisibilité pour les concurrents qui en dépendent.** Ceci engendre un niveau d'insécurité juridique élevé pour les concurrents d'Orange, au détriment des consommateurs. La constatation de prix excessifs et leur sanction est extrêmement exceptionnelle. Il suffit pour cela d'observer la pratique décisionnelle des autorités de concurrence. En France, seuls trois cas ont été sanctionnés (dont deux ont été annulés en appel), et au niveau européen, quatre cas ont été condamnés (dont deux annulés en appel), mais ils sont assez anciens. **Ainsi, en se limitant à une simple obligation de non-excessivité du prix, telle qu'envisagée par l'Arcep pour l'accès à la boucle d'Orange, il en résulterait des conséquences particulièrement néfastes car elle permettrait à Orange, si l'on se fonde sur les standards de prix excessifs dégagés par les autorités de concurrence, de déterminer le tarif d'accès à des niveaux très élevés, sans pour autant que celui-ci soit qualifiable d'excessif.**

Dès lors, il est particulièrement préoccupant de constater que l'Arcep a abandonné l'ambition de calculer un « price cap non-excessif » s'imposant à l'opérateur historique et laisse Orange, via une lettre d'engagement, déterminer elle-même ses propres tarifs non-excessifs pour 2024 et 2025. **L'ampleur des augmentations sollicitées par Orange est extrêmement importante (excessive ?) et n'est en rien argumentée par un quelconque calcul, des coûts supportés ou une analyse d'impact sectorielle. Les impacts pour la concurrence et les consommateurs qui découleraient d'une telle hausse sont tels que les montants réclamés doivent impérativement faire l'objet d'une analyse ex-ante de la part de l'Arcep qui n'a semble-t-il pas été menée.** A toutes fins utiles, Bouygues Télécom rappelle que ce projet d'augmentation tarifaire ne s'accompagne d'aucun nouvel engagement de qualité d'Orange ni d'aucun coût supplémentaire, constituant ainsi simplement un surplus de rente réglé par ses concurrents.

○ **Une rupture inédite avec les principes de prévisibilité et de stabilité**

Il a été vu que la Commission européenne considère que des tarifs d'accès ne sont pas stables et prévisibles lorsqu'ils « fluctue[nt] significativement sur la période de référence pertinente ». Le projet de tarif non-excessif de l'Arcep s'opposent aux principes, pourtant essentiels, de prévisibilité et de stabilité sur de nombreux aspects, en particulier s'agissant de l'ampleur de la hausse envisagée (voir supra), du préavis (voir infra) et de l'absence de visibilité à long terme. Sur ce dernier aspect, **Orange s'engage sur ce tarif sur la période 2024 et 2025 mais n'apporte aucune prévisibilité sur les années suivantes du cycle de régulation discuté dans la présente**



consultation (2024-2028). Le marché ne dispose donc d'aucune visibilité au-delà à moyen terme sur le tarif non-excessif (ainsi que sur les autres tarifs appliqués) : **il est essentiel que l'Autorité apporte la prévisibilité et la stabilité nécessaire au marché en fixant les tarifs sur une période plus longue que 2 ans seulement.**

○ **Une hausse tarifaire qui ne pourra s'appliquer a minima avant mars 2024**

L'article 54 du projet de décision soumis à consultation prévoit que « *les obligations nouvelles au titre de la présente décision, par rapport au précédent cycle d'analyse de marché, sont mises en œuvre par Orange au plus tard dans les trois mois suivants la date d'application de la présente décision, à l'exception de celles pour lesquelles l'Autorité estimerait le cas échéant nécessaire le besoin d'échanges préalables avec les parties prenantes en vue de leur mise en œuvre* ».

Au cas présent, Bouygues Telecom considère que l'applicabilité du tarif non-excessif nécessite un besoin d'échanges préalables avec les parties prenantes. En effet, il est nécessaire d'organiser un échange multi-opérateurs afin de statuer sur la lecture à retenir du référentiel IPE, qui comme nous l'avons vu, peut varier quotidiennement, à la hausse ou à la baisse, au cours des corrections apportées par les opérateurs. D'autant plus, qu'une mise à jour importante du référentiel est à prévoir dans les prochains mois.

De ce fait, eu égard aux principes de sécurité, d'égalité et de libre concurrence, Bouygues Telecom demande qu'une éventuelle application du tarif non-excessif soit conditionnée à la mise en production du nouvel outil inter-opérateurs IPE.

En toute état de cause, et si par extraordinaire, l'Arcep venait à considérer ne pas avoir besoin d'échanges préalables, l'entrée en vigueur de cette nouvelle obligation tarifaire ne pourra être **inférieure à 3 mois** à compter de la publication de la décision d'ADM.

Ainsi, nous comprenons qu'Orange entend se fonder sur l'observatoire des abonnements et déploiements du HD et THD de mars 2023 pour publier, dans les 3 mois suivants la publication de la décision d'ADM, la liste des communes dont au moins 95% des locaux sont raccordables au FttH. Ce faisant, et comme le précise le présent projet de décision, une fois qu'Orange aura publié la liste des communes un préavis « *qui ne saurait être inférieur à 3 mois* » devra être strictement respecté avant l'entrée en vigueur du changement tarifaire (article 4.4.3 d) du projet d'ADM). En d'autres termes, si Orange publie la liste des communes à plus de 95% en janvier 2024, le passage au tarif non-excessif ne pourra intervenir avant mars 2024.

En cas d'application immédiate du tarif non-excessif dans les zones concernées, l'Arcep entacherait sa décision d'illégalité, en particulier, au regard de l'article L. 221-5 du code des relations entre le public et l'administration.

○ **Il serait inconcevable d'appliquer un tarif non-excessif sur la zone AMII Orange**

Début 2018, Orange s'est engagée à rendre raccordable, d'ici 2022, 100 % des locaux de la zone AMII sur laquelle elle s'est engagée, soit près de 3 000 communes représentant plus de 13 millions de locaux. Début 2023, constatant le retard manifeste d'Orange, l'Autorité a rendu public sa décision de 2022 mettant l'opérateur historique en demeure de se conformer à ses engagements de déploiement en zone AMII. Cette mise en demeure a d'ailleurs été confirmée par le Conseil d'Etat dans sa décision Société Orange du 21 avril 2023 (req. n° 464349)¹⁴.

¹⁴ « 23. En sixième lieu, il résulte de la décision ministérielle qu'au plus tard au 31 décembre 2020, la société Orange devait avoir rendu raccordables ou raccordables sur demande 100 % des logements et locaux à usage professionnel du périmètre des communes concernées sauf pour ceux de ces logements et locaux pour lesquels un refus aurait été opposé par les propriétaires, avec au plus 8 % de ces logements et locaux raccordables sur



Fin 2023, tout laisse penser que ces engagements ne sont toujours pas tenus.

Il paraît inconcevable qu'Orange puisse percevoir un surplus de rémunération sur les communes faisant l'objet de la mise en demeure de l'Autorité, au risque sinon de constituer une "récompense" (en particulier sur les lignes non-éligibles à la fibre) et une incitation pour Orange de persister dans le non-respect de ses engagements.

En synthèse, le projet de tarif non-excessif proposé par l'Autorité continue de soulever d'importantes difficultés concurrentielles et juridiques, tant sur son principe que sur sa mise en œuvre. Cela doit conduire l'Autorité à se questionner sur son projet et à n'autoriser de levée des remèdes tarifaires qu'à une échéance proche de la fermeture technique, seul jalon compréhensible par les clients et en mesure d'inciter à la migration les clients récalcitrants.

IV. Aucune levée du remède tarifaire se justifie à moins d'un an de la fermeture technique

Dans son projet de décision placé en consultation publique, l'Autorité envisage de lever l'obligation tarifaire d'Orange (sous contrainte d'un TRT) sur toutes les communes fermées commercialement depuis plus de 6 mois et dont la fermeture technique est prévue pour dans moins de 2 ans. En cas de report de la fermeture technique (24 mois maximum), l'Autorité prévoit qu'Orange restitue les sommes perçues indues.

Bouygues Telecom a démontré ci-avant qu'une hausse tarifaire n'était ni souhaitable, ni nécessaire, ni équitable. **Si l'Arcep estimait malgré tout qu'une hausse tarifaire devait être appliquée, celle-ci ne pourrait l'être qu'en liaison avec l'échéance de la fermeture technique.** La hausse tarifaire envisagée par l'Arcep s'appliquerait dès janvier 2024 alors que les premières fermetures techniques massives n'interviendront que fin 2028 (75% des locaux seront fermés après cette date) : **un choc financier majeur s'imposerait ainsi aux concurrents d'Orange pour une période moyenne de 5 ans et pouvant atteindre 7 ans.**

Bouygues Telecom partage l'analyse faite par la Commission européenne dans la recommandation accès publiée avec le « paquet » dédié à la « regulatory promotion of Gigabit connectivity ». En effet, celle-ci précise au point 81 qu'un abandon de la régulation tarifaire pourrait être envisagé de manière progressive avant la date de **fermeture technique** « *by allowing the SMP operator to progressively increase wholesale prices for access to copper networks. Such a price increase should only be applicable in areas where the notice period for the copper switch-off has started. The NRA should ensure that the period of applicability of the price increase is not prolonged by any undue delay in the implementation of the switch-off plan.* » **Ainsi la Commission européenne précise qu'un relâchement de la régulation tarifaire pourra être effectué 2 ans au maximum avant la fermeture technique, pour sa part**

demande. Si la société Orange soutient qu'elle a rendus raccordables ou raccordables sur demande un nombre de logements et de locaux correspondant aux " éléments chiffrés indicatifs ", " établis sur la base de données logements 2013 de l'INSEE " qu'elle avait communiqués en 2018 avec ses engagements, il n'est pas sérieusement contesté que la société Orange n'a pas respecté ses engagements dans un certain nombre de communes aux dates du 1er mai et du 31 décembre 2021. Par conséquent, le moyen tiré de ce qu'Orange aurait respecté ses engagements ne peut qu'être écarté, ainsi que celui, qui manque en fait, tiré de ce que la mise en demeure lui fixe de respecter des engagements de couverture pour les logements existant à une date postérieure au 31 décembre 2021 ».



Bouygues Telecom estime que le préavis à retenir sur le marché français est de 1 an maximum (cf. supra).

Seule la fermeture technique permet de relancer les migrations auprès des clients récalcitrants. Les expérimentations ont démontré que les récalcitrants restent sur le cuivre jusqu'à l'annonce de la fermeture technique. Une fois cette date connue les migrations se réalisent à un rythme lent et régulier (environ 4% de migration par mois) au cours de l'année qui précède la fermeture technique.

Bouygues Telecom estime qu'une dérégulation tarifaire progressive, un an seulement avant la fermeture technique, bien que créant une rente injustifiée pour Orange, pourrait être acceptable. Cela doit conduire l'Autorité à se questionner sur son projet et à n'autoriser de levée des remèdes tarifaires qu'à une échéance proche de la fermeture technique, seul jalon compréhensible par les clients et en mesure d'inciter à la migration les clients récalcitrants.



3. Accompagnement de la fermeture du cuivre

I. Maille géographique de fermeture par zone

Les expérimentations menées depuis 2020 ont démontré que l'enjeu principal est la communication vers les clients finaux. La fermeture du cuivre est en effet complexe et source d'incompréhension pour le grand public et les entreprises alors même que la réussite du projet nécessite leur participation active. Dès lors, et pour des raisons évidentes d'efficacité de la communication, la maille communale est la solution à privilégier. **Bouygues Telecom soutient donc le choix de la maille de la commune et un découpage à l'arrondissement pour Paris, Lyon et Marseille.** Un plan de fermeture qui se veut ambitieux ne peut annoncer des fermetures partielles de communes. De plus, **la fermeture à la commune est la solution « la moins risquée » car permettant d'identifier tous les clients concernés, ce qui n'est pas possible à la maille infra-communale.** Comme l'ont indiqué les opérateurs Bouygues Telecom, SFR et Free lors de nombreuses multilatérales Arcep sur la fermeture du cuivre, une fermeture infra communale comme il est prévu sur Rennes est trop complexe et fait courir un risque inutile.

Bouygues Telecom s'étonne que l'Arcep maintienne la possibilité pour Orange de procéder à une fermeture infra-communale pour les communes les plus peuplées. L'Autorité encadre cette fermeture à la maille infra-communale en fixant certaines conditions (facultative, au moins 50 000 locaux, IRIS contigus et échange d'information renforcé) qui sont certes de nature à limiter les risques encourus mais pas à les éliminer.

II. Critère relatif à l'infrastructure FttH de substitution disponible

Le communiqué de presse accompagnant la présente consultation publique indique que *« les dispositions envisagées par l'Arcep visent principalement à assurer la bonne coordination des calendriers d'arrêt du cuivre et du déploiement de la fibre. Il s'agit de s'assurer que le déploiement du réseau FttH est achevé avant l'extinction du réseau cuivre (...) »*. Bouygues Telecom rejoint cette préoccupation de l'Arcep et propose ci-dessous ses principaux commentaires aux modalités prévues en ce sens par l'Arcep :

- **Présence d'un réseau FttH complet sur la zone concernée par le programme de fermeture en dehors des zones très denses**
Bouygues Telecom souscrit bien évidemment à la nécessité de s'assurer de la complétude des déploiements fibre avant toute fermeture du cuivre en zones moins denses. **Bouygues Telecom regrette cependant que ce principe ne soit pas étendu à la zone très dense, au risque d'alimenter un sentiment de « déclassement numérique »**. Par ailleurs, Bouygues Telecom attire l'attention de l'Autorité l'évaluation de la complétude qui devra être réalisée à l'aune des locaux existants sur la commune et non ceux référencés dans les IPE, reconnus de tous comme incomplets (cf. section sur le tarif non-excessif).
- **Possibilité de fermer les locaux faisant l'objet de refus ou blocage émanant de tiers à l'opérateur d'infrastructure, les locaux « raccordables sur demande » et les locaux « raccordables sur demande à tarif spécifique » en dehors des zones très denses, à condition qu'une offre alternative soit disponible**



Bouygues Telecom a indiqué précédemment être opposée à l'abandon du 100% FttH et le confirme dans cette consultation. **Néanmoins, Bouygues Telecom admet que les refus de tiers ou blocage lorsqu'ils sont caractérisés peuvent être une exception pertinente au principe de complétude, à condition d'être strictement encadrés** (cf. précédentes contributions de Bouygues Telecom).

Bouygues Telecom est en revanche fermement opposée à l'intégration des raccordements sur demande à l'évaluation du 100% FttH dès lors que le local n'est pas visé par l'une des dérogations pertinentes (refus de tiers caractérisé, locaux sans ligne cuivre active depuis plus de 24 mois, ...). Aucun opérateur commercial ne propose aujourd'hui ses services sur ces locaux en raison des importantes difficultés techniques et commerciales induites par le délai de 6 mois prévu pour la pose du PBO. **Autoriser la fermeture du cuivre sur ces locaux reviendrait à écarter durablement de la fibre leurs occupants et pourrait constituerait une remise en cause dangereuse du principe de complétude s'imposant aux opérateurs d'infrastructure.** En conséquence, Bouygues Telecom propose qu'un « filet de sécurité » s'applique à ces cas et qu'un délai d'un mois devienne l'objectif (cf. précédentes contributions de Bouygues Telecom).

- **Présence d'un réseau FttH déployé sur l'ensemble des logements et locaux à usage professionnel sur la zone concernée par le programme de fermeture en zones très denses**

Bien que le cadre symétrique ne prévoie pas d'obligation de déploiement en ZTD, l'Autorité souhaite qu'Orange s'assure, avant toute fermeture de la boucle locale de cuivre, que la totalité des logements et locaux à usage professionnels de la ZTD soient raccordables à la fibre sauf exceptions. L'Autorité souhaite pour ces exceptions qu'une offre commerciale alternative d'accès au très haut débit soit disponible.

Bouygues Telecom soutient la nécessité d'assurer une connectivité THD à toutes les entreprises de la ZTD avant de procéder à la fermeture de leur ligne cuivre. Il convient toutefois de souligner que dans bien des cas seule la fibre répondra aux besoins de entreprises : poser une parabole en cœur de ville n'est pas crédible et la plupart des solutions hertziennes ne répondent pas aux besoins des entreprises.

Plus globalement, et ainsi qu'évoqué précédemment, Bouygues Telecom invite l'Autorité à étendre le besoin de finalisation des déploiements fibre avant toute fermeture à toutes les lignes de la ZTD, y compris pour la clientèle grand public. A cette fin, Bouygues Telecom rappelle avoir proposé un mécanisme qui s'apparenterait à un appel d'offre et qui donnerait à l'opérateur sélectionné l'exclusivité du raccordement du « reste à faire » présent et à venir (locaux neufs par exemple) sur une commune ou un groupe de communes données. De plus, afin d'inciter les OI à atteindre la complétude il pourrait être envisagé de recréer les conditions économiques de la zone AMII en autorisant les PM de rue. Ces deux mécanismes permettraient à certains opérateurs d'optimiser leurs coûts et ainsi de trouver un équilibre économique et une nouvelle « motivation » à déployer.

III. Partage de données

Dans son projet de décision, l'Arcep indique que *« Orange pourrait être en mesure d'anticiper plus facilement certains effets induits par cette fermeture que ses concurrents qui ne disposeraient pas de l'ensemble des informations. Outre la nécessité pour les opérateurs de pouvoir anticiper suffisamment la fin de fourniture des accès dont ils disposaient et la migration de leurs clients, il convient également de répondre au risque potentiel de voir Orange être en mesure d'accroître ses parts de marché du fait de cette asymétrie d'information »*. Bouygues Telecom se félicite que l'Arcep



reprenne à son compte les préoccupations exprimées à plusieurs reprises et propose des remèdes pour encadrer ce risque.

- **Identification des clients cuivre/fibre**

Bouygues Telecom est favorable aux évolutions proposées par l'Autorité dans la présente consultation permettant notamment une meilleure correspondance des lignes cuivre-fibre. Bouygues Telecom souhaite rappeler que les 3 opérateurs alternatifs avaient formalisé un tableau synthétisant les informations nécessaires à l'identification des lignes cuivre/fibre (présent dans notre réponse Bilan et Perspectives ainsi que dans la première analyse de marché). Les informations retenues par l'Autorité dans la présente consultation sont de nature à faciliter la migration des clients du cuivre vers la fibre.

- **Identification des NRA pérennes**

Bouygues Telecom tient à souligner une fois encore l'importance de disposer d'une visibilité très en amont des fermetures de NRA. Dans son projet d'analyse du marché (fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil pour le déploiement de réseaux de communications électroniques) l'Autorité souhaite imposer à Orange une transparence sur ce sujet à Orange. En effet, dans la section 5.4.1 l'Autorité indique : *« il semble proportionné, au regard des obligations de transparence et de non-discrimination d'une part, et de l'évolution du parc des nœuds de raccordement d'Orange qui accompagnera la fermeture de son réseau de cuivre d'autre part, qu'Orange fournisse aux opérateurs au titre de cette documentation préalable des informations sur la pérennité des répartiteurs. Cette information devra être transparente et correspondre au même degré de visibilité dont dispose Orange. »*. **Bouygues Telecom soutient l'Autorité dans cette obligation de transparence faite à Orange.** Dans le cadre de la fermeture du cuivre, Bouygues Telecom sera dans l'obligation d'adapter son réseau. Toutes ces modifications liées notamment à la fermeture de NRA auront un important coût pour Bouygues Telecom. **De ce fait, Bouygues Telecom estime que l'ensemble des frais, notamment les frais de résiliation d'un NRA, ne pourront lui être réclamés par Orange puisqu'il s'agit d'une décision d'optimisation de la part d'Orange.**

IV. Modalités de report de la fermeture en cas de non-respect des critères

Le projet de cadre réglementaire prévoit que, si les critères de fermeture ne sont pas remplis dans les délais (au moment de la fermeture commerciale ou 12 mois avant la fermeture technique), alors celle-ci doit être différée. Orange peut alors annoncer une nouvelle date de fermeture commerciale, avec un délai de prévenance d'au moins 3 mois.

Bouygues Telecom s'inquiète vivement que l'Arcep envisage d'assortir cette possibilité de report d'un délai maximum (fixé à 24 mois et ne pouvant excéder 2030) au-delà duquel Orange pourrait procéder à la fermeture prévue en s'affranchissant des critères de fermeture, à la seule condition de s'assurer de la disponibilité d'un produit d'accès de substitution d'une qualité au moins comparable. Bouygues Telecom rappelle que les offres de substitution ne peuvent être que transitoires et ne doivent s'appliquer qu'aux exceptions au 100% FttH discuté précédemment.

Si Bouygues Telecom rejoint l'Autorité sur la nécessité de prévoir un report de la fermeture si les critères ne sont pas atteints, elle s'oppose en revanche fermement au mécanisme de report s'affranchissant purement et simplement des critères après 24 mois de non-atteinte. Ainsi qu'évoqué



précédemment, l'effectivité d'une offre de substitution doit s'appréhender au cas par cas (exemple de l'impossibilité de la pose systématique de paraboles en ZTD).

4. Accès de gros de l'accès passif

I. Obligations d'accès et contrôle de la qualité de service du cuivre

A l'instar de l'Autorité, Bouygues Telecom constate **qu'Orange possède ou maîtrise la quasi-totalité du réseau de boucle locale de cuivre**. Orange contrôle ainsi un maillon essentiel à la construction technique par les opérateurs tiers de produits à haut débit en DSL innovants et différenciés. **L'accès dégroupé à la boucle locale de cuivre d'Orange est donc indispensable** au maintien d'une concurrence pérenne sur les marchés avals du haut débit et très haut débit sur cuivre.

A l'horizon du 7^{ème} cycle d'analyse de marché, alors que la fin du réseau cuivre est programmée pour 2030 il apparaît évident que rien ne pourra remettre en cause le fait qu'Orange est un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché pertinent. De ce fait, il est légitime que l'ensemble des obligations soit maintenu.

Bouygues Telecom souhaite rappeler qu'Orange ne respecte pas ses engagements de qualité de service depuis de nombreuses années. En effet, tous les opérateurs alternatifs constatent une dégradation de la qualité du réseau cuivre au travers des indicateurs transmis par Orange (exemples de graphiques SAV ci-dessous) : **en juillet 2023, Orange ne respectait que quatre des douze objectifs de qualité de service fixés par l'Arcep, et moins de 3 en moyenne sur les 12 derniers mois**. Ceci est d'autant plus préoccupant que cette qualité dégradée continue à nuire à l'image des opérateurs commerciaux, dont Bouygues Telecom, qui en sont tenus pour responsables par leurs clients et que l'Arcep envisage d'augmenter sensiblement les tarifs du cuivre.



Les indicateurs existants reflètent bien la dégradation de la qualité ressenties par nos équipes et nos clients, de ce fait ils nous apparaissent pertinents et doivent être pérennisés (bien qu'éloignés des attentes de nos clients). Comme nous l'avons indiqué dans notre précédente consultation si ces indicateurs sont pertinents et reflètent la situation du réseau, sans contrôle et sanction de l'Arcep ils ne sont qu'informatifs.

La dégradation continue de la qualité démontre bien que les pénalités imposées à Orange ne sont pas incitatives. **Bouygues Telecom renouvelle sa demande de pénalités incitatives, non plafonnées, non symétriques** et non-libératoires afin qu'Orange ne se désintéresse pas d'un incident une fois la pénalité appliquée. En effet, en cas de pénalité dont le montant est faible et plafonné, Orange n'est tenue à aucun délai une fois la pénalité payée. De même, la faible qualité du réseau cuivre n'impacte que peu le gestionnaire du réseau tandis que les opérateurs commerciaux subissent une insatisfaction client et une dégradation de leur image. Une asymétrie des pénalités est donc légitime et absolument nécessaire.

Au regard de ces éléments, Bouygues Telecom invite l'Autorité à sanctionner Orange pour le non-respect de ses obligations réglementaires. De plus, si l'Autorité maintenait sa volonté de permettre Orange d'adapter le SAV 6 mois après la fermeture commerciale, Bouygues Telecom demande à ce que la part induite par le SAV dans le tarif de dégroupage soit réduite.



II. Obligation de maintenir l'offre Accès Total Entreprises

Dans les 5^{ème} et 6^{ème} cycles d'analyse des marchés, l'Autorité avait imposé à Orange de proposer une offre dégroupage entreprises permettant aux opérateurs alternatifs d'accéder à des processus adaptés à leur clientèle entreprise (y compris lorsque l'option GTR n'est pas souscrite) pour laquelle la connectivité est importante. Orange avait commercialisé, à cet effet, à partir du premier trimestre 2019, une première version de l'offre Accès Total Entreprises.

Compte tenu des travaux d'adaptation à réaliser, Bouygues Telecom n'a pas souhaité souscrire à cette offre. Partant de ce constat, Bouygues Telecom n'est pas opposée à la suppression de l'offre Accès Total Entreprises et au maintien des autres prestations.

III. Obligation d'offres d'accès passif à la boucle locale optique mutualisée

Compte tenu de l'influence significative d'Orange¹⁵, l'Autorité avait conclu à la nécessité d'imposer à Orange **trois obligations d'accès spécifiques visant à faire émerger un marché de gros activé concurrentiel sur les réseaux FttH** avec des offres sans et avec qualité de service renforcée :

- obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'opérateurs purs entreprises d'un accès passif adapté à son réseau FttH ;
- obligation de proposer une offre de gros de revente de ses offres de détail FttH à destination des professionnels et entreprises ;
- obligation de proposer une option de qualité de service sur sa boucle locale optique mutualisée (FttH+).

L'Autorité considère que la dynamisation concurrentielle des marchés de gros activés passe aujourd'hui par la disponibilité d'offres d'accès passif sans et avec qualité de service renforcée.

A l'aune de ces éléments, il apparaît justifié de maintenir l'obligation faite à Orange de faire droit aux demandes raisonnables de fourniture d'offres adaptées d'accès passif à la boucle locale optique mutualisée.

IV. Obligation d'offres d'accès passif avec qualité de service renforcée FttH

Comme Bouygues Telecom a pu le mentionner dans sa réponse à la consultation publique¹⁶, l'Autorité a imposé à l'ensemble des opérateurs d'infrastructure FttH (dont Orange) deux obligations d'accès passif avec qualité de service renforcée. Dès lors, **il n'apparaît pas nécessaire de maintenir, dans le cadre asymétrique, ces obligations imposées à Orange concernant la fourniture d'offres d'accès passives avec qualité de service renforcée sur l'infrastructure FttH** (offre d'accès passif avec une GTR 4HO/HNO et 10H0) dont il est propriétaire ou gestionnaire.

Par ailleurs, Bouygues Telecom invite l'Autorité à prendre sans attendre des mesures concrètes pour lever les problèmes de qualité de service durablement constatés sur l'offre Optimum Access

¹⁵ Dans le bilan du précédent cycle, l'Autorité a indiqué que **la part de marché d'Orange sur le marché de détail à destination des entreprises était largement majoritaire, que cela soit pour les services d'accès à internet, les réseaux multisites ou les réseaux service de téléphonie fixe.**

¹⁶ p. 19 et suivantes de la réponse de Bouygues Telecom à la consultation publique relative au projet d'évolution de la régulation des marchés du haut et très haut débit fixes pour le cycle d'analyse des marchés de 2024-2028.



d'Orange (FttE) afin que le marché Entreprises connaisse enfin le développement d'une concurrence effective et loyale au bénéfice des entreprises¹⁷.

V. Obligation d'équivalence des intrants (Eoi) sur les offres point-à-point avec GTR 4HO/HNO

Le principe de l'équivalence des intrants représente la meilleure garantie au développement pérenne d'une concurrence effective et loyale entre les exploitants de réseau et les fournisseurs de services de communications électroniques notamment dans un contexte fermeture du cuivre. Un traitement discriminatoire d'opérateurs se trouvant dans des situations équivalentes aurait pour conséquence **d'affaiblir la dynamique concurrentielle** sur le marché de détail.

Le recours à des outils communs tout au long de la chaîne des systèmes d'informations FttH assure un haut niveau de garantie en matière de non-discrimination à même de répondre aux enjeux concurrentiels liés à l'accélération des déploiements des réseaux et de leur commercialisation. En matière de systèmes d'information et de processus de commande, un opérateur verticalement intégré a la possibilité de mettre en œuvre des outils et des modules logiciels communs à ses activités de détail et de gros lorsque cela est proportionné. A cet égard, un risque de discrimination entre les opérateurs commerciaux et les opérateurs d'infrastructure en raison de l'intégration verticale de ces derniers est fortement envisageable.

Compte tenu de ce qui précède, Bouygues Telecom considère comme justifié et proportionné que l'Autorité maintienne l'obligation d'Orange de mettre en œuvre un principe d'équivalence des intrants (Eoi) sur les offres point-à-point avec GTR 4HO/HNO.

¹⁷ Ibid., p. 47 et suivantes.

5. Marché de gros des accès activés de haute qualité dédiés aux entreprises

Force est de constater que **la régulation asymétrique imposée par l'Autorité, lors des précédents cycles d'analyse des marchés¹⁸, n'a pas permis l'émergence d'une dynamique concurrentielle suffisante au marché à destination de la clientèle entreprises.** Concernant la vision globale du marché des accès activés de haute qualité, l'Autorité constate qu'Orange demeure **« le premier fournisseur du marché des accès de haute qualité pris dans son ensemble (cuivre et fibre). Fin 2022, la majorité des accès activés de haute qualité utilisés par les opérateurs alternatifs est fournie par Orange. La part de marché en volume d'Orange sur le marché de gros des accès activés de haute qualité est de 50 à 55%, en retrait par rapport à fin 2019 »¹⁹.** Cet élément démontre une dépendance toujours importante des opérateurs alternatifs aux infrastructures d'Orange notamment pour le marché entreprises en raison de la situation quasi-monopolistique d'Orange sur le marché de gros des accès activés de haute qualité sur cuivre et fibre. Ce constat est partagé y compris dans les zones les plus denses où le déploiement des BLOD alternatives n'a pas rendu les opérateurs concurrents suffisamment indépendants d'Orange.

Ainsi, des remèdes forts d'ores et déjà existants sont nécessaires afin d'éviter qu'Orange ne consolide encore et de façon irréversible sa position sur le marché entreprises. Comme a pu le souligner l'Autorité de la concurrence, *« cette attention renforcée par le fait que la migration des accès cuivre vers des accès fibre optique constitue un levier essentiel pour les opérateurs alternatifs de gagner de nouveaux clients et de renforcer l'animation concurrentielle d'autant plus dans un contexte de fermeture du cuivre »²⁰.* Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à sa réponse à la consultation publique du 20 février 2023.

I. Offres de haute qualité « CELAN cuivre »

A l'instar de l'Autorité, Bouygues Telecom constate qu'Orange est en situation quasi-monopolistique sur le marché de gros des accès activés de haute qualité sur cuivre. **Orange possède plus de 75% des parts de marché, sur le segment cuivre DSL, tant sur le marché de gros que de détail** La majorité des accès activés de haute qualité utilisées par les opérateurs alternatifs est fournie par Orange. En dépit d'une décroissance du nombre d'accès du réseau cuivre, **ces accès représentent encore 60% des accès de haute qualité.**

L'Autorité envisage :

- En « zone cuivre 1 » (ci-après « ZC1 »)²¹, d'imposer à Orange **des délais de prévenance proportionnés aux hausses envisagées par celui-ci.** Dans l'hypothèse d'une évolution tarifaire

¹⁸ 5^{ème} et 6^{ème} cycles d'analyse de marchés de l'Arcep.

¹⁹ p. 54 et suivantes de la réponse de Bouygues Telecom à la consultation publique relative au projet d'évolution de la régulation des marchés du haut et très haut débit fixes pour le cycle d'analyse des marchés de 2024-2028.

²⁰ p. 47 de l'avis 20-A-07 du 15 septembre 2020 relatif à une demande d'avis de l'Arcep portant sur le sixième cycle d'analyse des marchés de gros du haut et du très haut débit fixes et sur le projet de décision précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique.

²¹ La « zone cuivre 1 » (ci-après « ZC1 ») correspondant à l'ensemble des zones arrière de NRA dégroupés avec GTR 4h, par au moins un opérateur tiers proposant une offre alternative aux offres *bitstream* cuivre spécifiques entreprises d'Orange.



égale à 15% pour les opérateurs, l'Autorité considère que le délai de prévenance ne saurait être inférieur à six mois.

- En « *zone cuivre 3* » (ci-après « *ZC3* »)²², **de lever l'obligation des tarifs orientés coûts** pour les NRA dont les zones arrières sont situées dans leur ensemble, **dans une zone fermée commercialement depuis plus de douze mois** et dont **la fermeture technique a été annoncées et est prévue dans moins de deux ans**.

Concernant la *zone ZC1*, Bouygues Telecom tient à rappeler que rien ne justifie une hausse tarifaire sur le réseau cuivre (cf. supra) et que **la prévisibilité est une composante essentielle** pour les acteurs économiques puisqu'il importe de maîtriser à plus long terme d'éventuelles variations erratiques du tarif d'accès cuivre de haute qualité. **Elle garantit ainsi la stabilité des conditions économiques d'exploitation et le maintien à long terme de la convergence des tarifs de gros**. Par ailleurs, les opérateurs alternatifs ont besoin de prévisibilité dans le cadre des appels d'offres clients qui nécessitent encore des liens cuivre, lorsque qu'une solution de substitution sur fibre n'est pas encore disponible.

Ce faisant, Bouygues Telecom s'oppose à toute hausse tarifaire cuivre et appelle l'Autorité à être vigilante quant au strict respect par Orange des délais de prévenance.

Concernant la *zone ZC3*, comme l'indique le projet de recommandation Gigabit de la Commission européenne mis en consultation le 23 février 2023²³ : « [I]a hausse tarifaire devrait être une mesure transitoire, applicable uniquement dans les zones où le délai de prévenance de la fermeture du cuivre a commencé. L'Autorité de régulation nationale doit s'assurer que l'application de l'augmentation tarifaire n'est prolongée par aucun délai indu dans le cadre de la mise en œuvre de plan de fermeture du cuivre. »

Dès lors et à l'aune de ces éléments, Il apparaît nécessaire que la hausse tarifaire qui résulterait de la levée de l'obligation de contrôle tarifaire n'intervienne qu'à condition que la fermeture technique de la zone soit annoncée et soit bornée dans le temps. Afin de s'assurer la pleine justification par Orange de la levée de l'obligation de contrôle tarifaire, Bouygues Telecom invite l'Autorité à s'assurer du strict respect des critères susmentionnés et, à sanctionner Orange, le cas échéant, en cas manquements constatés.

Enfin, Bouygues Telecom sera attentive à ce qu'Orange procède à la restitution des sommes indûment perçues lorsqu'il a bénéficié d'une levée de l'obligation de contrôle tarifaire sans qu'il ne procède, à l'échéance du délai de prévenance annoncé, à la fermeture technique effective du réseau cuivre dans les zones concernées par cette annonce.

II. Offres de haute qualité « CELAN fibre »

Elle représente environ 80% des accès de haute qualité sur cuivre DSL commercialisés par Orange sur le marché de gros au sein de laquelle Orange n'est soumis à aucune obligation tarifaire.

²² La « *zone cuivre 3* » (ci-après « *ZC3* »)²² correspondant à l'ensemble des zones arrière de NRA où Orange est le seul opérateur à proposer des offres de bitstream cuivre spécifiques entreprises.

²³ <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/library/gigabit-connectivity-recommendation>



Dans le présent cycle d'analyse de marché, l'Autorité envisage d'ajouter **le critère de non-régression ZF2-A vers ZF2-B**. Ce nouveau critère apparaît pertinent, pour autant, il n'apparaît **pas être un remède suffisant** visant à prévenir une éventuelle pratique de prix excessivement élevés par Orange sur une zone où la concurrence n'était pas effective.

Depuis 2020, **Bouygues Telecom a alerté Orange sur les délais de production des accès activés de haute qualité** (« CELAN »). Orange s'engage à produire les accès CELAN dans un délai de 56 jours calendaires. **En l'espèce, le délai moyen de production est de plus de [...] jours ouvrés en juillet 2023**. Cette dégradation continue des délais de production de ces accès génère **un préjudice considérable** pour Bouygues Telecom. Malgré des alertes réitérées en multilatérale Accès Haute Qualité²⁴, Orange ne respecte toujours pas les délais de livraison contractuels.

Dans un contexte de fermeture du réseau cuivre, **la question de la qualité de service est un paramètre essentiel à la dynamique concurrentielle afin de répondre aux besoins de la clientèle entreprises**. Le non-respect des engagements contractuels et des seuils de qualité de service chiffrés est **une barrière à l'entrée significative**. **Les problèmes de qualité de service constatés sur les offres de gros d'Orange à destination du marché entreprises sont un frein à une dynamique concurrentielle**. Elles n'offrent pas aux opérateurs la capacité de se différencier sur le marché de détail avec Orange.

[...]

En conclusion, Bouygues Telecom invite l'Autorité à prendre sans attente des mesures concrètes pour lever les problèmes de qualité de service durablement constatés sur i) l'offre de gros activée d'Orange (CELAN) et ii) l'offre Optimum Access d'Orange (FttE) afin que le marché Entreprises connaisse enfin le développement d'une concurrence effective et loyale. Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à sa réponse à la consultation publique du 20 février 2023²⁵.

Ainsi, Bouygues Telecom demande à l'Autorité, dès le 1^{er} janvier 2023, d'enjoindre Orange à respecter les indicateurs de qualité de service notamment le taux de respect des dates contractuelles de production des accès (56 jours calendaires) et le taux de respect de la garantie de temps de rétablissement pour répondre aux exigences élevées de la clientèle non-résidentielle. Bouygues Telecom invite l'Autorité à sanctionner Orange en cas manquements constatés.

III. Obligation de raccorder les stations de base mobile

Dans sa réponse à la consultation publique du 20 février 2023, Bouygues Telecom avait indiqué que « **si l'Autorité devait acter d'une suppression, le délai d'un an envisagé pour son entrée en vigueur serait insuffisant pour réaliser les migrations par les opérateurs mobiles**. Toute volonté de supprimer ces offres devra s'accompagner au préalable d'un calendrier prévisionnel de fermeture avec un préavis suffisant et des éventuelles offres de migrations à un coût raisonnable »²⁶.

L'Autorité, dans son présent projet de décision, prévoit, qu'à compter du 1^{er} janvier 2025, Orange n'ait plus l'obligation de raccorder les stations de base mobile des opérateurs alternatifs avec les offres LPT

²⁴ Multilatérale « Accès de Haute Qualité » du 23 mars 2023.

²⁵ p. 46 et suivantes de la réponse de Bouygues Telecom à la consultation publique relative au projet d'évolution de la régulation des marchés du haut et très haut débit fixes pour le cycle d'analyse des marchés de 2024-2028.

²⁶ p. 42 de la réponse de Bouygues Telecom à la consultation publique relative au projet d'évolution de la régulation des marchés du haut et très haut débit fixes pour le cycle d'analyse des marchés de 2024-2028.



« réseau » et « Aircom/CEM ». L'Autorité précise qu'Orange doit maintenir les accès existants des sites des opérateurs déjà raccordés par Orange via ces offres. Dans la mesure où Bouygues Telecom exploite actuellement des liens Aircom/CEM et entend continuer à utiliser l'offre d'Orange qui continue d'évoluer sur supports optiques, il est indispensable que les accès existants soient effectivement sécurisés dans la durée, et qu'Orange maintienne par ailleurs cette offre.

Bouygues Telecom salue l'allongement du délai de prévenance imposé à Orange par l'Autorité. Pour autant, dans les zones faisant l'objet d'une fermeture du cuivre, il convient que l'Autorité s'assure que la suppression de ces offres ne limite pas le développement de la concurrence dans ces zones.

IV. Seuil d'occurrences pour la production des accès cuivre DSL

L'Autorité prévoyait, dans son projet de décision initial, qu'au-dessous d'un certain nombre d'occurrences pour la production et les signalisations SAV sur support cuivre xDSL, il n'était plus proportionné d'imposer à Orange le respect d'un seuil.

Dans son présent projet de décision, l'Autorité supprime l'obligation de respecter des seuils lorsque le nombre de productions par trimestre pour les accès cuivre hors DSL (LPT et CN2) et pour les accès cuivre DSL est inférieur à 100 occurrences. Le respect de seuils pour les signalisations SAV perdure.

La qualité de service, en particulier les composantes de délai de livraison et de rétablissement du service/des accès, est une condition essentielle du bon fonctionnement concurrentiel du marché.

La capacité de Bouygues Telecom à proposer des niveaux de qualité de service satisfaisant est déterminante pour ses clients. **Les offres de Bouygues Telecom sont dépendantes en partie de la qualité des offres de gros achetées auprès d'Orange à partir desquelles les offres de Bouygues Telecom sont construites.** Dès lors, des délais de livraison ou de rétablissement excessifs ne sont pas compatibles avec les attentes de Bouygues Telecom et de ses clients entreprises qui ont des exigences fortes en termes de qualité de service.

Bouygues Telecom constate qu'Orange n'a jamais respecté les indicateurs et les seuils chiffrés de qualité de service imposés par l'Autorité. De ce fait, il est crucial que l'obligation relative à la qualité de service pour les signalisations SAV sur support cuivre xDSL soit maintenue.

Derrière chaque prestation réalisée hors délai se cache un client en souffrance : il ne saurait être entendu qu'Orange puisse ne pas respecter ses engagements pour des raisons statistiques.



6. Marché du Génie Civil

A titre liminaire, il convient de rappeler que l'accès au génie civil existant constitue le support commun aux réseaux en fibre optique et en cuivre. Orange détient un quasi-monopole²⁷ sur l'accès des infrastructures de génie civil. Ce faisant, il n'existe pas de concurrence potentielle pour Orange à l'échelle du territoire national dès lors qu'il serait techniquement difficile, long et non viable économiquement de les répliquer à cette même échelle.

En conséquence, il apparaît qu'Orange exerce une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil pour le déploiement de réseaux de boucle locale et de collecte. C'est pourquoi, il apparaît comme justifié et proportionné qu'Orange continue de faire droit aux demandes raisonnables d'accès des opérateurs à l'ensemble de ses infrastructures de génie civil et aux ressources qui lui sont associées pour le déploiement de leurs réseaux de boucles locales et de collecte.

I. Obligation d'Orange de proposer une prestation spécifique au raccordement final

Comme mentionné dans sa précédente réponse à consultation publique²⁸, Bouygues Telecom salue l'initiative de l'Autorité d'imposer à Orange de proposer, dans son offre « iBLO », une prestation relative aux modalités de rénovation des infrastructures de génie civil mobilisé pour le raccordement final.

Concernant les modalités opérationnelles, l'Autorité est venue préciser, dans son projet de décision, d'une part, qu'il convient que le délai d'instruction d'une demande de rénovation de génie civil spécifique au raccordement final ne saurait en tout état de cause excéder **5 jours ouvrés**. D'autre, part, l'Autorité impose à Orange que le délai de réalisation des travaux ne pourra lui excéder **deux mois**.

Bouygues Telecom est favorable au délai d'instruction proposé par l'Autorité, néanmoins, Bouygues Telecom regrette le délai de réalisation des travaux de deux mois envisagé. Celui-ci est en effet incompatible avec l'obligation des opérateurs d'infrastructures de respecter des seuils chiffrés de qualité de service (décision n°2020-1432²⁹). Il est notamment prévu qu'en cas de réapprovisionnement à froid incluant de lourds travaux de génie civil, le délai de communication d'une nouvelle route optique soit porté à 25 jours ouvrés maximum au 95^{ème} percentile.

Pour cette raison, et comme mentionné dans sa réponse à la consultation publique³⁰, Bouygues Telecom considère qu'il apparaît comme justifié et proportionné que l'Autorité impose à Orange que le délai de réalisation des travaux ne pourra lui excéder 20 jours ouvrés afin que les opérateurs d'infrastructure respectent le délai susmentionné.

Si l'Autorité persiste, dans son projet de décision de maintenir le délai de deux mois, il conviendrait que l'Autorité précise que les déclarations réglementaires prévues pour le déroulement de travaux telles que les permissions de voirie, permis de construire sont incluses dans le délai susmentionné.

²⁷ Décision n°2020-1445 de l'Arcep en date du 15 décembre 2020, p.21 : Orange possède plus de 560 000 km d'artères de génie civil souterrain en conduite et 13 millions de supports aériens en propre sur poteaux.

²⁸ p. 62 et suivantes de la réponse de Bouygues Telecom à la consultation publique relative au projet d'évolution de la régulation des marchés du haut et très haut débit fixes pour le cycle d'analyse des marchés de 2024-2028.

²⁹ Annexe 2 Qualité de service : seuils de qualité de service de la décision n°2020-1432 de l'Arcep.

³⁰ p. 62 et suivantes de la réponse de Bouygues Telecom à la consultation publique relative au projet d'évolution de la régulation des marchés du haut et très haut débit fixes pour le cycle d'analyse des marchés de 2024-2028.

Concernant les modalités financières, il apparaît légitime **qu'Orange rétribue l'opérateur sous-traitant pour ses coûts efficaces** afin d'inciter les opérateurs à intervenir eux-mêmes en autonomie en tant que sous-traitant d'Orange et permettre un traitement plus rapide des situations bloquant les déploiements.

Au regard de ces éléments, il est nécessaire qu'Orange traite de la même manière les opérations qu'il réalise pour ses propres besoins et celles qu'il réalise à la demande des opérateurs tiers. Dès lors, il apparaît crucial que les modalités opérationnelles et financières définies par l'Autorité, dans son projet de décision, garantissent un traitement non-discriminatoire par Orange des demandes qui lui sont soumises, y compris par rapport à ses propres besoins, de façon à ne pas nuire à la capacité concurrentielle des tiers et que leur choix soit neutre en termes de capacité concurrentielle.

S'agissant des modalités financières relatives au processus de réparation du génie civil pour maintenir les services sur les réseaux de boucles locales et de collecte, Bouygues Telecom renvoie l'Autorité à sa réponse à la consultation publique³¹.

II. Obligation d'Orange de mettre à jour ses plans dans un délai raisonnable

Dans son présent projet de décision, l'Autorité entend imposer à Orange de s'engager sur un délai raisonnable de mise à jour de ses bases de données numériques vectorielles géolocalisées (ci-après « PITs ») à la suite de la réalisation de travaux sur ses infrastructures de génie civil pertinente. Ce délai ne pourra excéder **un mois**.

Force est de constater qu'il existe un décalage **entre le terrain et les informations contenues dans les plans itinéraire d'Orange**³². Compte tenu du fait que la **fiabilité de ces informations** est une caractéristique structurante de la réussite des travaux de déploiement des opérateurs, il est essentiel qu'Orange donne accès à la meilleure information disponible sur l'état probable, effectif ou prévisionnel de ses infrastructures de génie civil.

Au regard de ces éléments, Bouygues Telecom salue l'initiative de l'Autorité. Toutefois, Bouygues Telecom aurait souhaité que cet engagement vise l'ensemble des PITs d'Orange et non exclusivement ceux ayant fait l'objet de « travaux » (*sic*). Bouygues Telecom invite l'Autorité à préciser ce qu'elle entend par « *réalisation de travaux* » afin d'éviter qu'Orange ne s'affranchisse de cet engagement.

Bouygues Telecom considère qu'Orange doit mettre à jour ses PITs dès lors qu'elle réalise des travaux de déploiement, d'exploitation et de maintenance y compris lorsqu'elle sécurise des chambres de tirage.

Enfin, Bouygues Telecom constate que le fichier d'Orange est difficilement exploitable. Les opérateurs passent une commande de PIT au niveau communal et départemental. Afin que cette obligation escompte les effets souhaités, il est nécessaire qu'Orange transmette un fichier national.

III. Obligation de réaliser la maintenance préventive et à transmettre les zones bénéficiant de

³¹ Ibid., p. 64.

³² p. 51 de la réponse de Bouygues Telecom au « Bilan et Perspectives » de l'Autorité du 13 juillet 2022.



la maintenance d'Orange

L'Autorité de la concurrence avait appelé l'Arcep « à une vigilance accrue, sur le long terme, concernant la question de la maintenance des infrastructures de génie civil et celle des modalités d'accès aux ressources associées à la fourniture de l'accès aux infrastructures de génie civil »³³.

Dès lors, Bouygues Telecom ne peut que saluer l'initiative d'imposer à Orange, dans son présent projet de décision, ces deux nouvelles obligations. En effet, compte tenu du quasi-monopole³⁴ sur l'accès des infrastructures de génie civil d'Orange, il convient qu'Orange ne favorise pas les zones où il est présent sur les marchés aval, notamment en tant qu'opérateur présent sur le marché de gros, au détriment des zones où l'opérateur d'infrastructure est un opérateur alternatif. Cette obligation est d'autant plus nécessaire que les frais imputables à la maintenance se déversent sur l'assiette de coûts servant de base à la tarification de l'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange. Bouygues Telecom appelle l'Autorité à la plus grande vigilance sur les éléments transmis par Orange permettant justifier du respect de cette obligation.

IV. Exonération de pénalités en cas d'inventaire des erreurs incomplet

La qualité de service est une condition essentielle du bon fonctionnement concurrentiel du marché. **Les offres commercialisées par les opérateurs dépendent en grande partie de la qualité des offres de gros achetées auprès d'Orange.** Dès lors, il est crucial qu'Orange s'engage contractuellement sur des niveaux de qualité de service et que le niveau des pénalités proposées par Orange soit suffisamment dissuasif pour garantir qu'Orange respecte ses obligations de fourniture et en particulier ses engagements de niveau de qualité de service sur la production et le service après-vente.

Bouygues Telecom salue l'initiative de l'Autorité de rappeler, dans le cycle actuel, les principes que doivent respecter les mécanismes de pénalités. En particulier, l'ajout d'un principe d'exonération de l'opérateur en cas d'inventaire incomplet de la part d'Orange dans les dossiers de fin de travaux envoyés à Orange.

³³ Avis 20-A-07 du 15 septembre 2020 relatif à une demande d'avis de l'Arcep portant sur le sixième cycle d'analyse des marchés de gros du haut et du très haut débit fixes et sur le projet de décision précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique.

³⁴ Décision n°2020-1445 de l'Arcep en date du 15 décembre 2020, p.21 : Orange possède plus de 560 000 km d'artères de génie civil souterrain en conduite et 13 millions de supports aériens en propre sur poteaux.



7. Marché 3b

Dans son communiqué de presse, en date du 29 juin 2023, l'Autorité a indiqué que « *les travaux concernant le marché « 3b » des offres activées généralistes se prolongent selon un calendrier différé, afin de pouvoir mesurer et prendre en compte les évolutions en cours que ce marché connaît depuis un an* ». Il en ressort qu'à compter du 31 décembre 2023, la décision n°2020-1447 de fourniture en gros d'accès central en position déterminée n'aura plus vocation à s'appliquer à Orange. Dès lors, Orange n'aura plus la contrainte des respecter les obligations imposées par l'Autorité : i) offre de bitstream sur son réseau en cuivre ; ii) non-discrimination, iii) comptabilisation des coûts et séparation comptable ; et, dans les zones où Orange est l'unique fournisseur DSL en gros, iv) tarification orientée vers les coûts ; et v) transparence.

Bouygues Telecom ne peut que s'étonner de ce revirement de situation de l'Autorité – quelques mois avant l'entrée en vigueur envisagée de la décision 3b – compte tenu de l'absence d'une concurrence suffisante des offres d'activées généralistes. L'Autorité, elle-même, avait souligné dans son projet de décision : « Au quatrième trimestre 2021, la part de marché d'Orange s'établit entre environ [35-40] % du total des accès centraux vendus sur le marché de gros sur le marché 3B.1. Au quatrième trimestre 2021, la part de marché d'Orange s'établit entre [60-65] % du total des accès centraux vendus sur le marché de gros sur le marché 3B.2. Tant sur le marché 3B.1 que sur le marché 3B.2 précédemment définis, Orange paraît demeurer le principal offreur de bitstream haut et très haut débit. Par ailleurs, plusieurs éléments qualitatifs, s'appuyant à la fois sur les constats actuels et prospectifs sur le marché de fourniture en gros d'accès central, semblent renforcer la puissance d'Orange sur les marchés 3B.1 et 3B.2 »³⁵.

Au regard des analyses quantitatives et qualitatives réalisées par l'Autorité, dans son projet de décision, Bouygues Telecom constate qu'Orange exerce toujours une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès activés de haute qualité. De ce fait, il n'apparaît ni justifié, ni proportionné que l'Autorité envisage de plus réguler, même temporairement, Orange sur ce marché.

En l'espèce, Bouygues Telecom a recours à l'offre d'activée généraliste pour [...] clients. **Bouygues Telecom s'inquiète donc vivement qu'Orange soit en mesure de pratiquer librement une hausse tarifaire du cuivre dès le 1^{er} janvier 2024 alors même que Bouygues Telecom serait « otage » d'Orange car aucune alternative crédible au cuivre d'Orange ne serait disponible pour ces clients. Cette augmentation du tarif d'accès du cuivre aurait pour conséquence de créer un biais concurrentiel majeur et de renforcer la rente d'Orange.**

Au-delà du **besoin de prévisibilité**³⁶, la **stabilité des tarifs d'accès cuivre** demeure l'un des éléments le plus structurant du marché actuel de l'accès local en position déterminée. **Le contexte de fermeture du cuivre ne justifie pas l'absence d'un cadre réglementaire sur le marché 3b.**

³⁵ p.49 du projet de décision de Projet de décision d'analyse du marché 3b de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse.

³⁶La prévisibilité est une composante essentielle pour les acteurs économiques puisqu'il importe de maîtriser à plus long terme d'éventuelles variations erratiques du tarif d'accès cuivre de haute qualité. Elle garantit ainsi la stabilité des conditions économiques d'exploitation et le maintien à long terme de la convergence des tarifs de gros. Par ailleurs, les opérateurs alternatifs ont besoin de prévisibilité dans le cadre des appels d'offres clients qui nécessitent encore des liens cuivre, lorsque qu'une solution de substitution sur fibre n'est pas encore disponible.



Il convient par ailleurs d'**alerter l'Autorité sur le fait que l'absence de régulation entraînerait également des conséquences sur les prestations technologiques³⁷ proposées par Orange au sein du marché 3b.** Afin de ne pas déstabiliser les plans d'investissement et les stratégies de déploiement déjà mises en place par Bouygues Telecom, il apparaît crucial que l'Autorité maintienne la disponibilité de ces offres.

Il ressort de tout ce qui précède que Bouygues Telecom demande à Orange de prendre l'engagement, au titre de l'article L. 38-1-1 du CPCE, de stabiliser les tarifs observés en 2023 sur le marché « 3b » le temps que l'Autorité publie le résultat de ses travaux concernant le marché « 3b » des offres activées généralistes afin de maintenir et de préserver le cadre réglementaire existant.

³⁷ - les interfaces de livraison en IP et Ethernet pour ses offres d'accès central haut débit de masse sur DSL
- la disponibilité de la livraison des offres de gros au niveau régional, Des offres de gros d'accès central haut et très haut débit de masse sur DSL respectivement avec et sans service de téléphonie commutée ;
- Un processus effectif de synchronisation de la livraison de l'accès en ADSL nu et de la conservation du numéro ;
- Des offres d'accès central haut et très haut débit sans service de téléphonie commutée
- Des offres de migrations inter et intra-offres de gros d'Orange